

Questions orales

[Français]

LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

LES IRRÉGULARITÉS COMMISSES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, pendant que le gouvernement coupe les fonds dans le cadre du Programme Développement de l'emploi, pendant que le ministre et ce gouvernement coupaient les prestations d'assurance-chômage aux travailleurs âgés, pendant que ce gouvernement ne veut pas mettre le programme de préretraite à l'endroit des travailleurs âgés, le Vérificateur général nous apprend qu'une banque de Hong Kong a pu épargner de l'impôt pour 200 millions de dollars; que le vice-premier ministre (M. Mazankowski) a pu favoriser ses petits amis pour cinq millions pour un parc d'amusement; qu'au niveau de la Défense, il y a eu 35 millions de dollars mal dépensés, des équipements qui ne sont pas nécessaires, on a acheté pour 8 613 \$ d'équipement qui aurait pu coûter 912 \$.

Monsieur le Président, il est scandaleux qu'un gouvernement conservateur, qui présentement veut couper les sommes d'argent qui s'adressent directement à la population, gaspille les fonds de cette population lorsque ce sont des amis du régime, ou pour favoriser ses amis.

* * *

[Traduction]

LES AÉROPORTSL'AÉROPORT INTERNATIONAL D'OTTAWA—LE SALON-BAR
MAPLE LEAF—L'ABSENCE DE VINS CANADIENS

M. Joe Reid (St. Catharines): Monsieur le Président, Ottawa est la capitale du Canada et est, ou devrait être, l'exemple même, la quintessence de tout ce qui est canadien. Elle possède un nouvel aéroport superbe doté d'un salon-bar spacieux, le Maple Leaf.

J'ai à la main la carte des vins du salon-bar qui propose, dans les deux langues officielles, des «Vins importés, rouges et blancs», sans dire si on peut y trouver des vins canadiens. Or aucun vin canadien n'y est en vente. A ma demande, on a cherché à découvrir s'il y en avait pour finalement me répondre: «Nous n'avons pas de vin canadien en stock».

Songez un peu à toute l'influence positive que pourraient exercer les salons-bars Maple Leaf d'un bout à l'autre du pays si chacun d'eux proposait un choix de vins canadiens et si on n'y trouvait des vins importés que sur demande. N'est-ce pas ce qu'un Canadien en voyage à l'étranger s'attendrait à trouver dans pareils établissements? Pourquoi faut-il être si différents ou indifférents et se dévaloriser autant chez nous?

Si cette attitude persiste, j'invite tous les députés à faire l'acquisition d'une bouteille de vin canadien—cela devient des pièces de collection.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILEL'ACCORD SUR L'AUTOMOBILE—LA POSITION DU NOUVEAU
PARTI DÉMOCRATIQUE

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, à la Chambre et dans l'ouest du Canada, les députés

conservateurs mènent une campagne méprisable et répugnante contre le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) au sujet de l'Accord sur l'automobile. Ils affirment que cet accord est un exemple de libre-échange . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Waddell: . . . que Bob White, le député d'Oshawa (M. Broadbent), et d'autres refusent à l'ouest du Canada.

Il est tout simplement faux de dire que l'accord de libre-échange du premier ministre (M. Mulroney) se compare à l'Accord sur l'automobile, lequel oblige les fabricants de voitures aux États-Unis à conserver un certain niveau d'investissement au Canada, en proportion, essentiellement, de leurs recettes dans notre pays. Les fabricants qui refusent de s'engager en ce sens sont tenus de payer des tarifs douaniers pour vendre leurs voitures au Canada. Si le gouvernement avait négocié en 1965 un accord de libre-échange comme celui préconisé par le premier ministre, bon nombre des emplois et des usines dans le secteur automobile canadien se trouveraient aujourd'hui en Géorgie ou en Alabama.

Mon chef et le Nouveau parti démocratique ne veulent pas que l'ouest du Canada soit prisé uniquement pour les ressources qu'il recèle. Nous souhaitons plutôt y favoriser le développement régional et en diversifier l'économie. Depuis quelques jours, les conservateurs préconisent une espèce de racisme régional que je trouve méprisable, mesquin et fallacieux.

Je les mets au défi de déclencher des élections.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEURL'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LES
AUDIENCES DU COMITÉ—L'ÉTUDE DU TEXTE FINAL

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, après ce que nous venons d'entendre, je pense que tout le monde voudra se joindre à moi pour dire au député d'Oshawa (M. Broadbent): «Ed, vous devriez le reprendre.»

● (1420)

Hier, le premier ministre a défendu l'argument absurde selon lequel le comité parlementaire peut fort bien étudier en quatre jours le texte final de l'accord commercial conclu avec les États-Unis.

Au cours de la présente session, le comité chargé d'examiner les modifications à la Loi sur la radio a consacré deux mois à un projet de loi de trois lignes. Le comité à qui a été renvoyée la modification de la Loi sur les archives nationales s'en est occupé pendant deux mois. L'examen en comité du plan de réorganisation de Bell Canada a pris six mois. Il a fallu trois mois et demi pour faire rapport sur la Loi relative aux conférences maritimes.